

ECLAIRAGES : Quand les Lituaniens paient la noblesse anglaise

Date de parution: Mercredi 7 décembre 2005

Auteur: Richard Baldwin, Professeur d'économie à l'Institut universitaire de hautes études internationales à Genève

Des chiffres commencent à sortir qui montrent les aberrations scandaleuses de la politique agricole commune européenne.

Grâce à la loi britannique sur la liberté de l'information, la liste de tous les paiements de la Politique agricole commune (PAC) attribués aux exploitations agricoles anglaises est publique. Elle montre que la PAC est un système Robin des Bois à l'envers. Certains des aristocrates les plus riches de Grande-Bretagne figurent sur cette liste. Lors de l'année agricole 2003-2004, la reine d'Angleterre et son fils ont perçu 360 000 euros, le duc de Westminster (fortune nette: 7 milliards d'euros) 260 000 euros, le duc de Marlborough 300 000 euros, etc., la liste est longue. Pourquoi les membres de la famille royale sont-ils payés? Parce que la PAC distribue de l'argent aux propriétaires d'exploitations agricoles, pas aux agriculteurs, et qu'environ 40% des terres arables de l'Union européenne ne sont pas cultivées par leur propriétaire. Il n'y a rien d'inhabituel ou de répréhensible à ce que les gens riches gagnent de l'argent grâce à leurs biens, en l'occurrence de la terre. C'est le principe même de l'économie sociale de marché; le marché répartit la production et le gouvernement redistribue les revenus pour rendre la répartition de la consommation équitable. La profonde injustice de ces paiements, c'est qu'ils sont en partie financés par certains des citoyens les plus pauvres de l'Union européenne (UE). Pire encore, l'UE songe à prendre de l'argent aux nouveaux pays membres les plus nécessiteux pour maintenir le système de la PAC qui distribue des milliards aux riches propriétaires terriens.

Le budget de l'UE est financé par une taxe fixe non proportionnelle; de facto, les contributions des membres se montent à environ 1% de leur produit intérieur brut (PIB), quel que soit leur revenu national. Il est par conséquent facile de calculer qui paie pour l'argent de la PAC versé à la reine.

Le tableau ci-dessous montre qu'ensemble, les dix nouveaux membres ne verseront qu'environ 11 000 euros par année à la reine. Si la somme est modeste, l'injustice est énorme. Les Lettons, avec leur revenu moyen par habitant de moins de 5000 euros, vont verser de l'argent à des gens qui ont coutume de dépenser cette somme en vin lors d'un repas familial. La fortune du seul duc de Westminster dépasse le PIB total de Malte et rivalise avec celui de l'Estonie.

La liste anglaise compte 87 559 bénéficiaires. Un quart de l'argent va à 39 «clients» (c'est ainsi que l'Agence anglaise de paiements ruraux appelle les bénéficiaires); la moitié va aux 2000 premiers. Le «menu fretin» des bénéficiaires qui reçoit moins de 20 000 livres sterling - ils sont 63 812 - ne se partage que 14% de l'argent, et même cela est loin d'être réparti équitablement. Quelque 1700 fermiers reçoivent moins de 100 livres. Tout en bas de l'échelle des paiements, Monsieur Kelman touche 31 pence.

Les faits prouvent qu'en Angleterre, la PAC verse des clopinettes à la plupart des agriculteurs tandis qu'elle arrose de sommes considérables les grands propriétaires terriens. Et le financement de tout cela est assuré au prorata par l'ensemble des membres de l'UE, riches comme pauvres. Et c'est la même chose dans tous les autres pays, les données précises ont été publiées.

Ces chiffres sont choquants, mais sont-ils représentatifs? Consciente que le système Robin des Bois à l'envers a mauvaise presse, la Commission européenne a longtemps refusé de publier les chiffres pour l'Union européenne dans son ensemble. L'ex-commissaire à l'Agriculture, Franz Fischler, a donné ceux de 2001 qui indiquent les paiements en fonction de la taille de l'exploitation agricole, la taille étant déterminée en fonction du revenu de l'exploitation. Cela confirme que le système des paiements de la PAC aux Quinze est complètement tordu.

Les exploitations agricoles gigantesques ne représentent que deux dixièmes de 1% de l'ensemble des exploitations de l'UE; les paiements moyens qui leur sont annuellement dévolus se montent à 780 000 euros;

1,5% des plus grandes exploitations agricoles reçoivent 27% de l'argent; les paiements annuels par exploitation dans cette catégorie atteignent en moyenne 70 000 euros;

les 6% du sommet des exploitations classées par taille reçoivent la moitié de l'argent (53%); les paiements annuels par exploitation dans cette catégorie atteignent en moyenne 30 000 euros;

52% des plus petites exploitations ne se partagent que 4% de l'argent de la PAC; les paiements annuels par exploitation dans cette catégorie atteignent 425 euros.

Les données de Fischler permettent de calculer des chiffres similaires pour chaque Etat membre des Quinze.

Un monde qui considère comme socialement progressiste une politique de taxation de tous les Européens en faveur des seuls plus riches propriétaires terriens ne peut être qualifié que d'orwellien! Les dérives de la PAC devraient être corrigées dans le cadre du budget de l'UE élargie. C'est clairement aux pays d'Europe centrale de pousser dans ce sens. Je calcule que le budget de la PAC pourrait être réduit de 7 milliards d'euros sans toucher aux paiements versés à 90% des exploitations agricoles de l'UE. Cette seule réforme pourrait régler tout le problème du budget: les nouveaux membres pourraient conserver leurs fonds structurels, les Britanniques pourraient garder leur rabais et la vaste majorité des agriculteurs français continueraient à recevoir leurs paiements de la PAC. Evidemment, c'est un rêve. Car cela supposerait de retirer 7 milliards d'euros par an aux meilleurs lobbyistes de l'Europe, avec peut-être un impact décuplé sur leur fortune - donc un événement hautement improbable.

Mais au fur et à mesure que grâce aux lois sur la liberté de l'information on réussit, à grand-peine, à arracher des données pour tous les membres de l'UE, l'enchevêtrement des liens financiers et politico-financiers qui préserve les gros paiements

aux propriétaires terriens les plus riches d'Europe au nom de la solidarité sociale apparaîtra au grand jour. Les enfants de Robespierre se révolteront. Les dirigeants de l'UE devraient prier pour que cela se produise quand ils ne seront plus à leur poste. Pour les électeurs de l'UE - et leurs représentants au Parlement européen - cela ne sera jamais assez tôt. Voir aussi le site <http://www.farmsubsidy.org>, qui recense l'état des données sur les subsides agricoles obtenus en faisant appel aux lois sur l'accès public à l'information, pays par pays.

© Le Temps. Droits de reproduction et de diffusion réservés. www.letemps.ch